



Discours de Daniel GARRIGUE

Député non inscrit de la Dordogne

Bergerac – Dimanche 11 octobre 2009

Lorsqu'il a fondé la Vème République, le général de Gaulle poursuivait quatre objectifs principaux :

- Assurer l'**indépendance** de la France par la maîtrise de notre Défense, par l'affirmation de notre politique étrangère, par l'ambition industrielle, et contribuer à bâtir ce qu'il appelait, dès 1964, une « **Europe européenne** », capable de mettre en valeur nos intérêts vitaux, notamment les enjeux agricoles, mais capable aussi de décider par elle-même.
- Rétablir l'**équilibre de nos finances publiques**, dévastées par le manque de fermeté des gouvernements d'avant 1958.
- **Affirmer la solidarité entre les Français**, et il a toujours tenu fortement à cette idée de solidarité, qui repose sur une conception simple ; il est normal que l'on demande des efforts aux Français, mais la contrepartie de cet effort, ce sont la justice sociale et la justice fiscale.
- Enfin, doter la France **d'institutions fortes, équilibrées et stables** : un Président qui préside, à la fois guide et arbitre, un Premier Ministre qui conduit au quotidien la politique de la nation, un Parlement qui légifère et qui contrôle, l'ensemble étant fondé sur la primauté du suffrage universel, c'est-à-dire la volonté et le choix sans appel du peuple français.

Ces principes, qui sont toujours actuels, fondent le gaullisme et il faut dire qu'ils avaient été, pour l'essentiel, respectés par les majorités et par les présidents qui s'étaient succédés depuis lors, y compris celles et ceux de gauche, au point que certains ont pu parler d'un consensus gaullomitterrandien, au moins sur la Défense et sur la politique étrangère.

Or, depuis deux ans, nous nous écartons de plus en plus de ces principes, quand nous ne sommes pas dans leur reniement.

Certes, c'est le Président de la République qui a été largement à l'origine du Traité de Lisbonne et qui a contribué efficacement à la riposte face à la crise financière à l'automne 2008, et nous le lui reconnaissons bien volontiers. Mais depuis la fin de la présidence française, que de reculs :

- le retour dans le commandement intégré de l'OTAN, qui n'avait pas été annoncé pendant la campagne des présidentielles –on ne nous parlait alors que de Défense européenne- qui ruine la position qui nous permettait de proposer à nos partenaires une démarche commune et qui nous met, de plus en plus souvent, **en position de supplétifs des Etats-Unis**,
- le choix du libéralo-atlantiste José Manuel Barroso comme président de la Commission européenne, alors que nous aurions pu tenter d'imposer un Français plus indépendant et plus régulateur,
- la faiblesse des décisions prises au G20 après les rodomontades sur les bonus et sur les paradis fiscaux,
- la lenteur de la réaction sur la crise laitière et l'absence de toute proposition pour la suite de la Politique agricole commune, alors que le temps va de plus en plus presser.

Le désintérêt pour les finances publiques est apparu dès le départ, puisque l'effort engagé par Dominique de Villepin pour réduire les déficits a été abandonné dès avant la crise financière. Celle-ci justifie certes les déficits, mais elle ne justifie pas **la fuite en avant, dont le grand emprunt devient le symbole**, et qui laisse se répandre l'idée selon laquelle on peut vivre sans mal avec des déficits sans fin.

Cette attitude qui nous sépare peu à peu de nos principaux partenaires est suicidaire car elle ne pourra se résoudre que dans une inflation de longue durée ou dans une politique d'austérité insoutenable, et qu'en attendant, comme l'a souligné l'économiste Paul Fabra, la banalisation des déficits et la manipulation, par les banques et les grandes entreprises, des flux de trésorerie, oppriment la multitude des fournisseurs et des sous-traitants et détruisent toujours plus d'emplois.

Cette crise des finances publiques se double **d'une véritable crise de la solidarité**. Certes, il y a eu l'institution du RSA, et nous la saluons car elle est un progrès par rapport au RMI, mais l'institution et plus encore l'élargissement du bouclier fiscal ont rompu avec ce principe simple qui veut que chacun contribue à l'effort commun en fonction de ses revenus et de ses moyens. Explicable à la limite en période normale comme une sorte d'avance sur la baisse alors annoncée des prélèvements obligatoires, le bouclier fiscal devient injustifiable en période de crise, car la justice et le partage de l'effort deviennent alors les seuls mots d'ordre. Le gouvernement en a conscience, mais au lieu de remettre en cause son dogme, et de faire appel aux prélèvements à caractère général comme l'impôt sur le revenu ou la CSG, il préfère annoncer des taxes à caractère archaïque ou des prélèvements socialement injustes. On ne réussit pas à légiférer sur les bonus, mais après avoir supprimé l'an dernier, la demi-part des veuves, on parle d'élargir le forfait hospitalier et d'imposer les indemnités des accidentés du travail.

L'injustice de ces choix se double du caractère brouillon de leur mise en œuvre : compensation trop limitée de la taxe carbone, surtout pour les ruraux, réforme hâtive et non concertée de la taxe professionnelle, au détriment du rôle économique des intercommunalités, ce que dénonce aujourd'hui avec indignation le maire de Bordeaux et ancien Premier Ministre, Alain Juppé.

Enfin, le glissement des institutions vers une **hyperprésidentialisation** auxquels les commentateurs tentent de donner un qualificatif –césarisme démocratique, despotisme inefficace, République du leadership ?

Certes, dans cette dérive qui efface le Premier Ministre et qui subordonne le Parlement, tout n'est pas la faute du Président de la République. Il y a la part du quinquennat. Il y a la part, à mon sens très importante, de la concomitance entre le mandat présidentiel et le mandat de l'Assemblée Nationale, mais il y a aussi la volonté de Nicolas Sarkozy de vouloir intervenir sur tout –sauf sur la crise du lait- et de surfer en permanence sur l'actualité et, plus grave encore, de contrôler tous les contre-pouvoirs ; celui des médias, celui de la Justice, où, sans attendre la suppression annoncée du juge d'instruction, on assiste à une montée en puissance du parquet, avec des enquêtes préliminaires qui s'éternisent et dont on a parfois le sentiment qu'elles sont réglées sur mesure.

J'ai essayé de débattre au sein de l'UMP et quand on m'a fait comprendre que le débat n'était pas possible, j'ai quitté l'UMP, et croyez-moi, je suis certain que d'autres, et non des moindres, ne tarderont pas à suivre la même voie.

Et je suis aujourd'hui conduit à m'opposer de plus en plus souvent –sur les sujets que j'ai évoqués, sur le travail dominical, sur le développement des jeux d'argent- et à rechercher en conséquence les voies **d'une alternative, d'une alternative européenne, sociale et républicaine**.

Cette alternative, elle doit avoir une ambition, celle de respecter les principes de la Vème République, celle aussi de bâtir – nous célébrons il y a peu le discours de Jacques Chaban-Delmas – ce qui reste toujours d'actualité, une Nouvelle Société.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est se donner de la perspective, au lieu de surfer sur l'actualité et de saturer les médias, c'est ouvrir largement le dialogue, et singulièrement le dialogue social, au lieu d'asséner des vérités toutes faites et de multiplier les promesses qu' l'on ne tient pas – à Gandrange ou ailleurs-, c'est prendre les vrais problèmes à bras le corps –le chômage, les déficits, le poids de la sphère financière– au lieu de plonger dans les fuites en avant –celle des emprunts ou celle des proclamations sans suite sur les bonus ou sur les paradis fiscaux.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est se donner pour objectif de rétablir la **justice fiscale** et la **justice sociale**, d'établir une **flexicurité** qui donne plus de souplesse aux entreprises face à la mondialisation mais aussi plus de garanties aux salariés, et notamment de corriger par un effort de péréquation, de formation ou de conversion, les différences considérables qui existent, face à la crise et au chômage, entre le salarié d'un grand groupe et celui d'une PME.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est lutter contre d'emprise du monde financier sur l'économie, c'est encourager, dans l'entreprise, **l'information, l'association et la participation**, c'est remettre en question les instruments destructeurs de nos entreprises tels que le LBO ou la captation des profits exercée par de trop nombreux fonds de pension.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est vouloir **l'égalité des chances**, en posant une nouvelle fois le problème de la réforme du **collège**, comme le fit dans le passé, le recteur Capelle, au lieu de la contourner par la réforme de l'école ou du lycée, comme l'a fait Xavier Darcos. C'est donner toute leur place et toute leur reconnaissance à **l'enseignement technique et professionnel et aux formations en alternance**.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est **donner aux médias nationaux et locaux, les moyens de leur indépendance** au lieu de les soumettre aux influences et aux dépendances de ceux qui les financent, directement ou indirectement, c'est l'idée d'une politique pénale, expression de la volonté nationale, mais se traduisant à l'égard du parquet par des directives générales et non par des instructions particulières, c'est garantir **l'indépendance des juges d'instruction**, et c'est engager une politique pénitentiaire fondée autant sur la réinsertion que sur la sanction.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est différencier les solutions qui s'appliquent aux grandes agglomérations et celles qui s'appliquent aux territoires ruraux, c'est reconnaître dans un grand pays tel que la France, le réseau indispensable des villes petites et moyennes, le rôle indispensable du département en milieu rural, c'est admettre l'existence **d'un nouveau monde rural**, qui est en plein essor démographique, où toutes les générations sont représentées, mais qui a des attentes nouvelles, sur les services –La Poste, bien sûr, mais aussi la garde des jeunes enfants-, sur les réseaux, sur le problème crucial de la présence médicale que l'on ne résoudra que par la régulation-, et qui ne vivra que si nous savons maintenir une agriculture, ce qui suppose que dès maintenant nous formulions des propositions, plus simples peut-être, mais plus proches de la réalité des territoires, pour poursuivre la politique agricole commune.

Bâtir une Nouvelle Société, c'est vouloir une **Europe ambitieuse et indépendante**, ouverte à toutes les générations, c'est vouloir associer suffisamment en amont **les parlements nationaux** au processus de co-décision, c'est vouloir, dans nos propres institutions, **découpler** le mandat présidentiel et le mandat de l'Assemblée Nationale, et affirmer la primauté et l'expression fréquente du suffrages universel.

Si nous voulons approfondir ces idées, si nous voulons les défendre, il nous appartient de créer **un nouveau pôle gaulliste, républicain social ou républicain**, et c'est à cela que nous allons nous employer, au national comme au local, **en organisant dès à présent les forums pour la Nouvelle Société. Et si nous voulons proposer une alternative, nous engagerons, dès que nous serons suffisamment forts, le dialogue nécessaire avec ceux qui à droite partagent des idées généreuses, avec les socialistes réformateurs, avec les centristes, avec ceux qui veulent une écologie responsable, pour essayer de bâtir non pas une démarche tactique, mais un projet de fond apportant les réponses qu'attendent aujourd'hui les Françaises et les Français.**

Je sais que beaucoup ici attendent que je dise quelques mots sur les **enjeux locaux** et je ne les décevrai pas.

D'abord, la Ville de Bergerac. J'ai envie de dire : quelle désolation !

Pas de capacité de gérer. Pendant 13 ans, avec nos équipes, nous avons bloqué l'impôt, parce que nous savons que les impôts locaux sur les ménages, ce sont les plus modestes qui en subissent directement les effets et parce que nous voulions une taxe professionnelle attractive qui nous permette de disposer d'une véritable force de frappe économique. Il aura suffi d'un an pour que l'on augmente d'un seul coup les impôts sur les ménages de 9 % : rythmes des recrutements inconsidérés, hors du cadre de la fonction publique territoriale, et dépenses de communication tous azimuts, la nouvelle municipalité assèche les caisses de la Ville au point de réduire massivement le recours aux associations d'insertion qu'elle met en péril et de battre le rappel de fonctionnaires qui avaient été promus dans d'autres services et que l'on ramène aujourd'hui en catastrophe dans les écoles. A ce rythme, attendez-vous à une nouvelle augmentation de l'impôt dès l'an prochain.

Pas de projet. Les seules choses qui avancent, ce sont celles que nous avons déjà programmées et organisées : l'aménagement de la gare, pas mal défigurée par rapport à ce que nous avons prévu avec les services, la restauration de l'église Notre-Dame, divers travaux d'assainissement et de voirie, le transfert enfin annoncé des espaces verts, tout cela avec plus d'un an et demi de retard sur le calendrier initial. Quant à l'abattoir, s'il obtient aujourd'hui des résultats positifs, c'est grâce au choix courageux que nous avons fait de le rénover avec Roger Cipierre. Mais pour le reste, où va-t-on ?

Pas de contact avec la population : un maire prétendument socialiste qui aime tellement ses concitoyens qu'il ne tient jamais la moindre permanence pour les recevoir, des comités de quartier par lesquels on prétend remplacer la dynamique des réunions et des associations de quartier, et désormais, le filtrage systématique à la mairie. Dans la maison du peuple, au ne va pas au-delà du rez-de-chaussée.

Un aveuglement qui conduit aujourd'hui à remettre en cause l'une des expériences les plus novatrices que nous ayons lancées, celle du busing. Je reçois régulièrement les mères des enfants des quartiers de La Cotte et de Beauplan, malgré les pressions dont elles font l'objet. On a commencé cette année par réunir en un lieu unique les points de ramassage scolaire et la municipalité, nous le savons, annonce clairement aux parents, la suppression pour l'an prochain, de cette expérience où Bergerac avait montré sa volonté d'une société ouverte et généreuse.

Enfin, le mélange des genres. L'affaire du CFA municipal que l'on voit traiter directement par un premier adjoint, lui-même patron d'une entreprise privée de formation, alors que certaines formations du CFA –notamment le bac pro commerce– sont en concurrence directe avec celles de son entreprise. Les pressions répétées exercées sur les formateurs pour qu'ils abandonnent le CDI qu'ils ont avec la mairie, pour entrer dans une association dont l'avenir est par nature incertain.

La tentative de lancement d'une nouvelle association, BASE, qui risquerait de reprendre les méthodes de l'ancienne association ACTION, dont nous avons dû nous-mêmes intégrer dans les services de la mairie, les personnels injustement exploités par la municipalité d'avant 1995. Et puis, à côté des affaires, les « affaires » entre guillemets. **Pourquoi l'affaire « Rousseau »**, que tout Bergerac connaît, ne sort-elle pas ? Pourquoi impose-t-on le silence sur cette affaire ? Sommes-nous dans un pays libre ?

Et puis, enfin, **l'affaire de l'aéroport qui résume, à elle seule, l'incapacité profonde de décider et de gérer dans ce département.**

Est-il normal, même si tout le monde le pense tout bas, que pas une voix ne s'élève à part la mienne et celle de l'opposition municipale, pour dire qu'il est scandaleux que l'on maintienne deux aéroports dans ce département, l'un, celui de Bergerac, avec 300.000 passagers, l'autre, celui de Périgueux, avec seulement 6.000 passagers ?

Est-il normal que l'on essaie de regrouper les deux aéroports au sein d'une structure unique, pour mieux y confondre les déficits, tout en essayant de faire croire aux Bergeracois que par d'illusoires redistributions de tour de table, on leur demanderait moins ?

Est-il normal que, pour essayer de faire faire passer le tout, on nous annonce la prolongation par un saut de puce de la ligne hyper-déficitaire Périgueux-Paris jusqu'à Bergerac, sans nous dire quels seront les coûts supplémentaires d'ouverture de l'aéroport de Bergerac de 6 h 30 le matin à 22 h 30 le soir ?

N'y a-t-il pas mieux à faire dans ce département, et notamment d'engager enfin les travaux de la voie de la vallée Bergerac-Couze-Sarlats si l'on ne veut pas que tout le tourisme du Sarladais soit capté par l'aéroport de Brive-Souillac ? Allons-nous voir poursuivre le projet dispendieux de maisons du département à Bergerac ou Sarlat, qui conduisent le Conseil Général à entretenir à Bergerac, dans l'ancienne Chambre de Commerce, de véritables Nouvelles Galeries Bis ?

Ne pouvait-on pas profiter du plan de relance pour engager un véritable réaménagement de la RN 21 au lieu de se contenter de refaire les surfaces de roulement comme c'est aujourd'hui le cas ? Est-ce que l'Etat, la Région et le Département vont enfin passer la vitesse supérieure sur la diversification du site SNPE au lieu de s'enliser dans des études coûteuses -600.000€- qui n'apportent aucune information nouvelle ?

Nous avons besoin, dans ce département, de concertation avec les acteurs et de responsabilité dans les choix. C'est la raison pour laquelle mes amis et moi-même, nous nous battons lors des prochaines échéances électorales –les cantonales de 2011, les législatives de 2012 et, plus tard, les municipales. Que l'on vienne m'attaquer sur le terrain du cumul des mandats –j'ai toujours clairement défendu le double mandat- alors que M. Cazeau est sénateur et président du Conseil Général, que M. Bérit-Debat est sénateur et président de la communauté urbaine de Périgueux, que M. Rousseau est maire de Bergerac, conseiller général et président de la communauté de communes de Bergerac Pourpre, a quelque chose de délicieusement comique.

Nous ne nous laisserons pas impressionner.

**Pour la France dans l'Europe,
pour la Nouvelle Société,
pour une alternative européenne, sociale et républicaine,
pour la Dordogne et pour Bergerac,
en avant !**

Daniel GARRIGUE
Député de la Dordogne